

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 AVRIL 1906.

Proposition de loi concernant le certificat d'études moyennes du degré supérieur dans la partie flamande du pays (1).

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LE GOUVERNEMENT.

DÉVELOPPEMENTS.

Le Gouvernement estime qu'il convient de prendre toutes les mesures utiles pour que les élèves des établissements d'enseignement moyen situés dans la région flamande du pays acquièrent une connaissance sérieuse de la langue flamande; il est désirable, d'autre part, que les élèves qui fréquentent les écoles similaires de la région wallonne soient amenés, sans contrainte, à posséder également cette langue.

Ce but peut être atteint sans méconnaître les libertés consacrées par les articles 17 et 23 de notre pacte fondamental.

Depuis plus de trente ans, les Chambres et le Gouvernement ont affirmé leur volonté de faire respecter les droits de la langue flamande, notamment en matière législative, en matière judiciaire et en matière administrative; des lois et des arrêtés royaux ont contribué à la diffusion de la langue; beaucoup a été fait dans le domaine de l'enseignement, dans celui des lettres, des sciences et des arts.

La loi du 15 juin 1883 a réglé l'emploi de la langue flamande dans l'enseignement moyen de l'État, pour les établissements situés dans la partie flamande du pays.

L'honorable M. Coremans a saisi la Chambre d'une proposition de loi dont les développements renferment notamment ce qui suit :

« Les écoles moyennes du degré supérieur, érigées en pays flamand par des communes ou des particuliers ont le droit de bannir notre langue maternelle de leur enseignement ou de ne lui attribuer qu'une place excessivement minime. »

La Section centrale a été unanime pour vouloir que l'enseignement du flamand soit approfondi dans toutes les écoles de la région flamande du pays.

(1) Proposition de loi, n° 285 (session de 1900-1901).

Rapport, n° 74.

Le texte qui est sorti de ses délibérations offre à l'enseignement libre le choix entre les trois systèmes suivants :

Les certificats prévus aux articles 5, 9 et 12 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et délivrés par des établissements d'enseignement moyen situés dans la partie flamande du pays doivent, à partir du 1^{er} août de la sixième année qui suivra celle de la promulgation de la présente loi, mentionner :

Ou bien :

Que huit heures au moins ont été consacrées par semaine à l'enseignement du flamand ou à des leçons données en flamand.

Ou bien :

Que l'établissement s'est conformé aux articles 2, 3 et 4 de la loi du 15 juin 1883. .

Ou bien :

Que le titulaire a subi un examen spécial conformément aux dispositions suivantes :

Pour la section des humanités anciennes, l'examen comportera :

- 1° Une composition flamande sans dictionnaire;
- 2° La traduction à vue en flamand d'un auteur latin ou grec;
- 3° Une interrogation orale en flamand sur les matières enseignées au titulaire dans la classe de rhétorique.

Pour la section des humanités modernes, l'examen comportera :

- 1° Une composition flamande sans dictionnaire;
 - 2° La traduction à vue en flamand d'un auteur anglais, espagnol ou allemand;
 - 3° Une interrogation orale en flamand sur les matières enseignées au titulaire dans la classe de rhétorique.
-

L'étude des développements donnés à sa proposition par l'honorable M. Coremans, celle du rapport de la Section centrale et des publications multiples relatives au même objet, nous ont amené à penser que la loi devait tenir compte des desiderata suivants :

- 1° Que la réforme soit profonde, sincère et de nature à donner satisfaction aux vœux légitimes du peuple flamand;
- 2° Qu'elle s'inspire des dispositions de notre pacte fondamental;
- 3° Qu'elle soumette à des conditions équivalentes, pour l'admission aux études supérieures, les élèves des établissements officiels ou libres des différentes régions du pays.

En outre,

- 4° Les Belges qui aspirent à exercer des professions libérales doivent connaître deux langues vivantes, au moins, et il est légitime qu'ils accordent la préférence à celles qui sont parlées dans notre pays;

5° Il y a donc lieu d'imposer la connaissance du flamand et du français aux jeunes gens ayant terminé leurs études moyennes dans un établissement de la partie flamande du pays, celle du français et du flamand ou de l'allemand à ceux qui sont sortis des autres établissements.

Mû par les considérations qui précèdent, le Gouvernement a l'honneur de vous proposer les amendements suivants :

A dater du 1^{er} août de la 6^e année qui suivra celle de la promulgation de la présente loi, nul ne sera admis à l'examen :

de candidat en philosophie et lettres,
de candidat notaire,
de candidat en sciences naturelles,
de candidat en sciences physiques et mathématiques,
de candidat ingénieur,

s'il n'a subi avec succès une épreuve préparatoire.

La nature et le programme de l'épreuve préparatoire ainsi que le mode de formation du jury seront déterminés par une loi spéciale, dont le projet sera présenté par le Gouvernement au plus tard à la fin de la deuxième année qui suivra la promulgation de la présente loi.

Toutefois, en ce qui concerne les langues vivantes, l'épreuve préparatoire comprendra nécessairement l'examen sur les matières suivantes :

A. La langue *flamande* et la langue *française* pour les récipiendaires qui ont fait leurs études moyennes dans la région flamande du pays;

B. La langue *française* et la langue *flamande* ou la langue *allemande* pour tous les autres récipiendaires.

Les récipiendaires qui justifieront, par certificat dûment homologué, qu'ils ont suivi avec fruit un cours d'humanités ou d'études professionnelles complètes, seront dispensés de subir l'épreuve préparatoire sur certaines matières à déterminer par la loi, à l'exception des langues vivantes qui feront obligatoirement partie de l'examen.

Il importe de remarquer que si les amendements du Gouvernement étaient adoptés, la connaissance sérieuse, prouvée par examen, d'une langue germanique en usage dans le pays, serait exigée de tous les aspirants aux grades académiques indistinctement; tandis que le vote du projet de l'honorable M. Coremans ou des propositions de la Section centrale n'entraînerait éventuellement cette obligation que pour les jeunes gens de la région flamande.

L'épreuve préparatoire et l'organisation qu'on lui donnera auront une influence considérable sur l'enseignement moyen, et le Gouvernement a des raisons de croire que cette influence sera salutaire.

Aussi désirerait-il la voir s'exercer au plus tôt.

Mais le délai de deux ans prévu à l'article 2 de ses amendements, en ce qui concerne la détermination du programme des matières autres que les langues vivantes, est nécessité par des circonstances toutes spéciales.

Par arrêté royal du 12 février 1906, une Commission a été instituée en vue d'éclairer le Gouvernement sur certaines propositions émises au sein du Congrès de Mons, relativement à la réforme de nos humanités traditionnelles,

et nous présumons que les travaux de cette Commission ne pourront pas être utilisés avant deux ans.

Pour prévenir tout malentendu, nous ajouterons que l'épreuve préparatoire, telle qu'elle est prévue par nos amendements, ne se confond pas avec l'examen de gradué en lettres institué par la loi de 1861 et aboli par la loi de 1876.

Dans le système du Gouvernement, comme dans ceux de l'honorable M. Coremans et de la Section centrale dont il dérive, le certificat d'études complètes est maintenu.

Grâce à l'article 3 des amendements du Gouvernement, l'examen pourra être singulièrement simplifié et servir surtout à constater le développement intellectuel du récipiendaire, plutôt que les connaissances littéraires ou scientifiques qu'il emporte en sortant de l'athénée ou du collège.

Si l'on repoussait le certificat, l'examen devrait porter sur tout l'ensemble des matières du programme de la rhétorique; il deviendrait ainsi, par la force des choses, un examen de mémoire.

Nous voulons l'examen combiné avec le certificat, mais l'examen équivalent pour tous les jeunes gens quelle que soit la région du pays, flamande ou wallonne, et quel que soit aussi l'établissement, officiel ou libre, où ils ont terminé leurs études moyennes.

Nous nous flattons de l'espérer que la Chambre voudra bien adopter les amendements du Gouvernement qui s'inspirent de la pensée maîtresse de la proposition Coremans et qui la réalisent en adoptant le principe de l'examen auquel la Section centrale a cru devoir se rallier.

J. DE TROOZ.

AMENDEMENTS DU GOUVERNEMENT.

ARTICLE PREMIER.

A dater du 1^{er} août de la 6^e année qui suivra celle de la promulgation de la présente loi, nul ne sera admis à l'examen :

de candidat en philosophie et lettres,
de candidat notaire,
de candidat en sciences naturelles,

de candidat en sciences physiques et mathématiques,
de candidat ingénieur,
s'il n'a subi avec succès une épreuve préparatoire.

ART. 2.

La nature et le programme de l'épreuve préparatoire ainsi que le mode de formation du jury seront déterminés par une loi spéciale, dont le projet sera présenté par le Gouvernement au plus tard à la fin de la 2^e année qui suivra la promulgation de la présente loi.

Toutefois, en ce qui concerne les langues vivantes, l'épreuve préparatoire comprendra nécessairement l'examen sur les matières suivantes :

A. La langue *flamande* et la langue *française* pour les récipiendaires qui ont fait leurs études moyennes dans la région *flamande* du pays;

B. La langue *française* et la langue *flamande* ou la langue *allemande* pour tous les autres récipiendaires.

ART. 3.

Les récipiendaires qui justifieront, par certificat dûment homologué, qu'ils ont suivi avec fruit un cours d'humanités ou d'études professionnelles complètes, seront dispensés de subir l'épreuve préparatoire sur certaines matières à déterminer par la loi, à l'exception des langues vivantes qui seront obligatoirement partie de l'examen, conformément à l'article 2.

WIJZIGINGEN DER REGEERING.

ARTIKEL 1.

Te rekenen van den 1^{sten} Augustus van het zesde jaar volgende op dat waarin deze wet wordt afgekondigd, zal niemand toegelaten worden tot het examen van :

Candidaat in de wijsbegeerte en letteren,
Candidaat-notaris,
Candidaat in de natuurlijke wetenschappen,
Candidaat in de natuur- en wiskunde,

Candidaat-ingenieur,
tenzij hij met goed gevolg een voorbereidend examen hebbe onderstaan.

ART. 2.

De aard en het programma van het voorbereidend examen, alsook de samenstelling van de jury, zullen bepaald worden door eene bijzondere wet waarvan de Regeering het ontwerp zal neerleggen, ten laatste op het einde van het tweede jaar dat op de afkondiging van de tegenwoordige wet volgt.

Wat althans de levende talen betreft, zoo zal het voorbereidend examen noodzakelijkerwijze een onderzoek bevatten over de hiernavolgende leervakken :

A. De *Vlaamsche* en de *Fransche* taal voor de leerlingen die hunne middelbare studiën gedaan hebben in het vlaamsche gedeelte van het land.

B. De *Fransche* taal en de *Vlaamsche* of de *Duitsche* voor al de andere leerlingen.

ART. 3.

De leerlingen die door een behoorlijk gehomologeerd getuigschrift bewijzen, dat zij met vrucht een volledigen leergang der humaniora of der beroepsafdeeling hebben gevolgd, zullen ontslagen worden van het voorbereidend examen over zekere door de wet te bepalen leervakken, met uitzondering van de levende talen die, volgens artikel 2, een verplichtend deel van het examen zullen uitmaken.

(6)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 APRIL 1906.

Wetsvoorstel betreffende het getuigschrift van middelbare studiën van den hoogerem graad in het Vlaamsche gedeelte van het land ⁽¹⁾.

AMENDEMENTEN INGEDIEND DOOR DE REGEERING.

TOELICHTING.

De Regeering is van meening dat alle nuttige maatregelen dienen genomen te worden, opdat de leerlingen der inrichtingen voor middelbaar onderwijs, in het Vlaamsche gedeelte van het land gelegen, eene degelijke kennis der Nederlandsche taal zouden verwerven; daarenboven is het wenschelijk, dat de leerlingen der gelijkaardige scholen van het Walenland, zonder dwang, er toe gebracht worden insgelijks diezelfde taal te kennen.

Dit doel kan men bereiken zonder de vrijheden te miskennen, door de artikelen 17 en 23 onzer Grondwet bekrachtigd.

Sedert meer dan dertig jaar, hebben de Kamers en de Regeering bevestigd, dat zij de rechten der Nederlandsche taal, namelijk in wetgevende, in rechterlijke en in bestuurlijke zaken, wilden doen eerbiedigen; verschillende wetten en koninklijke besluiten hebben tot het verspreiden dezer taal bijgedragen; dienaangaande werd veel gedaan op het gebied van het onderwijs, in de letteren, de wetenschappen en de kunsten.

De wet van 15 Juni 1883 heeft het gebruik van het Nederlandsch, in 's Staats middelbaar onderwijs, voor de gestichten van de Vlaamsche gewesten geregeld.

De achtbare heer Coremans onderwierp aan de Kamer een voorstel, waarvan de toelichting namelijk het volgende bevat :

« De middelbare scholen van den hoogerem graad, door gemeenten of bijzonderen in het Vlaamsche land ingericht, hebben het recht onze moedertaal uit hun onderwijs te bannen of haar slechts eene uiterst geringe plaats te vergunnen. »

De Middenafdeeling drukte eenparig den wil uit, de Nederlandsche taal in de scholen der Vlaamsche streek, grondig te zien onderrichten.

(1) Wetsvoorstel, n^o 285 (zittingsjaar 1900-1901).

Verslag, n^o 74.

De tekst, uit hare beraadslagingen ontstaan, laat aan het vrije onderwijs de keuze tusschen de drie volgende stelsels :

« De getuigschriften voorzien bij de artikelen 3, 9 en 12 der wet van 10 April 1890 - 3 Juli 1894 op de toekenning der academische graden en afgeleverd door inrichtingen voor middelbaar onderwijs, in het Vlaamsche gedeelte van het land gelegen, moeten, te rekenen van den 1^{sten} Augustus van het zesde jaar volgende op dat waarin deze wet wordt afgekondigd, vermelden :

Of wel :

Dat ten minste acht uren per week zijn besteed aan het onderwijs van het Vlaamsch of aan lessen in het Vlaamsch gegeven.

Of wel :

Dat de inrichting de artikelen 2, 3 en 4 der wet van 15 Juni 1883 heeft in acht genomen.

Of wel :

Dat de houder een bijzonder examen heeft afgelegd, overeenkomstig de navolgende bepalingen :

Voor de afdeeling der Latijnsche studiën, zal het examen bestaan uit :

- 1^o Een Vlaamsch opstel, zonder woordenboek;
- 2^o De Vlaamsche vertaling, zonder voorbereiding, van een Latijnsch of Grieksch schrijver;
- 3^o Eene mondelinge ondervraging in 't Vlaamsch over de vakken, aan den houder onderwezen in de rhetorische klasse.

Voor de afdeeling der moderne letteren, zal het examen bestaan uit :

- 1^o Een Vlaamsch opstel, zonder woordenboek;
- 2^o De Vlaamsche vertaling, zonder voorbereiding, van een Engelsch, Spaansch of Duitsch schrijver;
- 3^o Eene mondelinge ondervraging in 't Vlaamsch over de vakken, aan den houder onderwezen in de rhetorische klasse. »

Overwegende de toelichtingen door den achtbaren heer Coremans aan zijn voorstel gegeven, het verslag der Middenafdeeling en de talrijke geschriften aangaande hetzelfde onderwerp verschenen, zoo meenen wij dat de wet met de volgende vereischen dient rekening te houden :

- 1^o De hervorming zij grondig, oprecht, en van aard om voldoening aan de rechtmatige wenschen van het Vlaamsche volk te schenken;
- 2^o Zij schikke zich naar de bepalingen onzer Grondwet;
- 3^o Zij onderwerpe aan dezelfde voorwaarden, tot het aannemen in de hoogeschoolen, de leerlingen der officieele of vrije inrichtingen van de verschillende streken des lands.

Buitendien,

- 4^o De Belgen die zich tot het uitoefenen van een vrij beroep voorbereiden,

dienen ten minste twee levende talen machtig te zijn, en het behoort dat zij de voorkeur geven aan die talen in ons land gesproken ;

5^o Het betaamt dus dat men de kennis der Vlaamsche en der Fransche taal vereische, van wege de leerlingen die hunne middelbare studiën in eene inrichting van het Vlaamsche land hebben geëindigd ; die der Fransche en der Vlaamsche of Duitsche taal, van wege de jongelingen uit de andere gestichten.

Met het oog op de voorgaande beschouwingen heeft de Regeering de eer Ued. de volgende wijzigingen voor te stellen :

« Te rekenen van den 1^{sten} Augustus van het zesde jaar volgende op dat waarin deze wet wordt afgekondigd, zal niemand toegelaten worden tot het examen van :

Candidaat in de wijsbegeerte en letteren,
Candidaat-notaris,
Candidaat in de natuurlijke wetenschappen,
Candidaat in de natuur- en wiskunde,
Candidaat-ingenieur,

» tenzij hij met goed gevolg een voorbereidend examen hebbe onderstaan.

» De aard en het programma van het voorbereidend examen, alsook de samenstelling van de jury, zullen bepaald worden door eene bijzondere wet waarvan de Regeering het ontwerp zal neerleggen, ten laatste op het einde van het tweede jaar dat op de afkondiging van de tegenwoordige wet volgt.

» Wat althans de levende talen betreft, zoo zal het voorbereidend examen noodzakelijke wijze een onderzoek bevatten over de hiernavolgende leervakken :

» *A.* De *Vlaamsche* en de *Fransche* taal voor de leerlingen die hunne middelbare studien gedaan hebben in het Vlaamsche gedeelte van het land.

» *B.* De *Fransche* taal en de *Vlaamsche* of de *Duitsche* voor al de andere leerlingen.

» De leerlingen die door een behoorlijk gehomologeerd getuigschrift bewijzen, dat zij met vrucht een volledige leergang der humaniora of der beroepsafdeeling hebben gevolgd, zullen ontslagen worden van het voorbereidend examen over zekere door de wet te bepalen leervakken, met uitzondering van de levende talen die een verplichtend deel van het examen zullen uitmaken. »

Er dient opgemerkt te worden, dat de wijzigingen der Regeering, van al de jongelingen des lands die een academischen graad wenschen te bekomen, eene degelijke, door examen bewezen kennis vorderen van eene der in België gebruikte germaansche talen; werden integendeel het ontwerp des achtbaren H. Coremans of de voorstellen der Middenafdeeling gestemd, dan zouden alleen de jongelingen van het Vlaamsche land tot zulke kennis gedwongen zijn.

Het voorbereidend examen en de inrichting ervan zullen een aanzienlijken invloed op het middelbaar onderwijs uitoefenen, en de Regeering heeft redenen om te hopen, dat die invloed heilzaam zal wezen.

Mochten wij zoodra mogelijk dien uitslag bekomen, het is onze oprechte wensch.

Maar bijzondere omstandigheden dwingen ons het uitstel van twee jaar te vragen, bij artikel 2 voorzien.

Door koninklijk besluit van 12 Februari 1906, werd eene Commissie ingesteld, ten einde de Regeering in te lichten over zekere voorstellen van het Congres van Bergen, aangaande de hervorming der in ons land bestaande humaniora, en wij vermoeden dat men den uitslag van de werkzaamheden dier Commissie onmogelijk vóór twee jaar zal kunnen ten nutte maken

Om alle misverstand te voorkomen, zullen wij hierbij voegen dat het voorbereidend examen, in onze wijzigingen voorgesteld, van het graduaat in de Letteren verschilt, door de wet van 1861 in voege gebracht en door die van 1876 afgeschaft.

In het stelsel der Regeering, evenals in de stelsels van den achtbaren heer Coremans en van de Middenafdeeling waaruit het onze voortspruit, wordt het getuigschrift van volledige middelbare studiën behouden.

Dank zij artikel 3 van de wijzigingen der Regeering, zal het examen zeer vereenvoudigd kunnen worden en slechts dienen om de verstandelijke ontwikkeling der leerlingen vast te stellen. veeleer dan de letterkundige of de wetenschappelijke kundigheden, welke zij bij het verlaten der school hebben opgedaan.

Werd het handhaven van het getuigschrift verworpen, dan zou het examen al de leervakken van het programma der rhetorische klasse moeten omvatten; het zou aldus noodzakelijkerwijze, en veel meer nog dan het afgeschafte graduaat, een examen worden, waarbij het geheugen de hoofdrol speelt.

Wij willen het examen met het getuigschrift verbonden zien en wel zulk examen dat gelijkwaardig zij voor al de jongelingen, Vlamingen of Walen, en welkdanig de inrichting weze, officieel of vrij, waar zij hunne middelbare studiën hebben geëindigd.

Wij koesteren de hoop dat de Kamer de door de Regeering voorgestelde wijzigingen zal willen aannemen. Zij spruiten voort uit de hoofdgedachte van het voorstel des achtbaren Heer Coremans en verwezenlijken die hoofdgedachte, met het handhaven van het grondbeginsel des examens, waarbij de Middenafdeeling zich heeft aangesloten.

J. DE TROOZ.

AMENDEMENTS DU GOUVERNEMENT.

ARTICLE PREMIER.

A dater du 1^{er} août de la 6^e année qui suivra celle de la promulgation de la présente loi, nul ne sera admis à l'examen :

de candidat en philosophie et lettres,
de candidat notaire,
de candidat en sciences naturelles,

de candidat en sciences physiques et mathématiques,
de candidat ingénieur,
s'il n'a subi avec succès une épreuve préparatoire.

ART. 2.

La nature et le programme de l'épreuve préparatoire ainsi que le mode de formation du jury seront déterminés par une loi spéciale, dont le projet sera présenté par le Gouvernement au plus tard à la fin de la 2^e année qui suivra la promulgation de la présente loi.

Toutefois, en ce qui concerne les langues vivantes, l'épreuve préparatoire comprendra nécessairement l'examen sur les matières suivantes :

A. La langue *flamande* et la langue *française* pour les récipiendaires qui ont fait leurs études moyennes dans la région *flamande* du pays;

B. La langue *française* et la langue *flamande* ou la langue *allemande* pour tous les autres récipiendaires.

ART. 3.

Les récipiendaires qui justifieront, par certificat dûment homologué, qu'ils ont suivi avec fruit un cours d'humanités ou d'études professionnelles complètes, seront dispensés de subir l'épreuve préparatoire sur certaines matières à déterminer par la loi, à l'exception des langues vivantes qui seront obligatoirement partie de l'examen, conformément à l'article 2.

WIJZIGINGEN DER REGEERING.

ARTIKEL 1.

Te rekenen van den 1^{sten} Augustus van het zesde jaar volgende op dat waarin deze wet wordt afgekondigd, zal niemand toegelaten worden tot het examen van :

Candidaat in de wijsbegeerte en letteren,
Candidaat-notaris,
Candidaat in de natuurlijke wetenschappen,

Candidaat in de natuur- en wiskunde;

Candidaat-ingenieur,
tenzij hij met goed gevolg een voorbereidend examen hebbe onderstaan.

ART. 2.

De aard en het programma van het voorbereidend examen, alsook de samenstelling van de jury, zullen bepaald worden door eene bijzondere wet waarvan de Regeering het ontwerp zal neerleggen, ten laatste op het einde van het tweede jaar dat op de afkondiging van de tegenwoordige wet volgt.

Wat althans de levende talen betreft, zoo zal het voorbereidend examen noodzakelijkerwijze een onderzoek bevatten over de hiernavolgende leervakken :

A. De *Vlaamsche* en de *Fransche* taal voor de leerlingen die hunne middelbare studiën gedaan hebben in het *vlaamsche* gedeelte van het land.

B. De *Fransche* taal en de *Vlaamsche* of de *Duitsche* voor al de andere leerlingen.

ART. 3.

De leerlingen die door een behoorlijk gehomologeerd getuigschrift bewijzen, dat zij met vrucht een volledigen leergang der humaniora of der beroepsafdeeling hebben gevolgd, zullen ontslagen worden van het voorbereidend examen over zekere door de wet te bepalen leervakken, met uitzondering van de levende talen die, volgens artikel 2, een verplichtend deel van het examen zullen uitmaken.